El Banquete de los Dioses
Revista de Filosofía y Teoría Política contemporáneas

Réflexions autour de la «part des sans-part»: Jacques Rancière à l'épreuve du terrain.

About the "part of no part". Testing Jacques Rancière in the field

Valentine Le Borgne de Boisriou *

Fecha de Recepción: 10 de febrero de 2015
Fecha de Aceptación: 10 de marzo de 2015

Résument: *Cet article présente une recherche menée en théorie politique, ayant eu pour objet l'analyse des formes contemporaines du politique telles qu'elles se donnent à voir dans les collectifs et les mouvements sociaux émergeant autour de la question de la précarité. La recherche, qui s'appuie principalement sur les travaux de Jacques Rancière, prend place dans un contexte où les compréhensions du politique sont ébranlées, autant en sciences sociales qu'en philosophie politique, par des mouvements sociaux apparus à la fin du vingtième siècle, qui interrogent le sens de la citoyenneté et de la démocratie. A partir d'une enquête de terrain menée en France, auprès de collectifs de sans-papiers, et en Argentine, d'organisations sociales actives dans les quartiers précarisés, on avance l'hypothèse que la place grandissante de la précarité dans les sociétés démocratiques crée de nouvelles formes de mobilisations et de nouveaux types de revendications, lesquelles surprennent le politique et l'obligent à se reformuler. Il s'agit donc de réaliser une étude construite sur les deux plans de l'enquête ethnographique et de l'analyse conceptuelle en philosophie politique, afin d'élaborer entre eux un dialogue à même d'offrir un nouvel éclairage à ces lignes de recherche.*

Mots clés: *Rancière, Part des sans-part, conflit, citoyenneté, précarité.*

Abstract: *This article presents a research conducted in political theory, which subject is the analysis of contemporary forms of politics, as they are given to see in collectives and social movements emerging around the issue of precarity. The research, which is based mainly on the work of Jacques Rancière, takes place in a context where political understandings are shaken, as much in social science as in political philosophy, by social movements that emerged in the late twentieth century, that question the sense of citizenship and democracy. From a field investigation conducted in France, with undocumented people organized in collectives, and Argentina, with social organizations actives in precarious neighborhoods, it is speculated that the growing role of precariousness in democratic societies creates new forms of mobilization and new types of claims, which surprises the political and forced him to reformulate. This study is developed on the two planes of the ethnographic investigation and conceptual analysis in political philosophy, to create a dialogue between them that can offer new investigation lines of the proposed questions.*

Keywords: *Rancière, Part of no-part, conflict, citizenship, precariousness.*

* Universidad de Buenos Aires, Instituto de Investigaciones Gino Germani.
Correo electrónico: valentinedeboisriou@gmail.com

La recherche empirique qui donne lieu à cette recherche est une étude de cas, menée avec des techniques qualitatives[2], à partir de deux sujets d'enquête : un collectif de sans-papiers parisiens, le « neuvième collectif de sans-papiers », engagé dans la lutte pour la régularisation des sans-papiers et la modification des lois migratoires françaises, créé après l'une des premières grandes mobilisations publiques de sans-papiers, en 1994, et une organisation territoriale principalement active dans la ville et la banlieue de Buenos Aires, mais également dans différentes provinces du pays, le *Frente de Organizaciones en Lucha* [Front d'Organisations en Lutte], héritier des mouvements *piqueteros* qui émergent dans la société argentine à partir de la fin des années 1990. Notre étude s'est particulièrement concentrée sur un mouvement formant partie de ce front, le Mouvement de Travailleurs Norberto Salto, et une assemblée de femmes boliviennes, habitantes de la villa 20, dans le quartier de Lugano, à la frontière de la ville de Buenos Aires et de sa banlieue. En 2013, le FOL regroupait un peu plus de quatre cent personnes, dans plusieurs municipalités de la ville de Buenos Aires et sa banlieue et quelques villes de province. Il y développe des activités dirigées vers le quartier (garderies pour enfants, cantines populaires, coopératives de travail, groupes d'entraide sur les questions de genre et de violence conjugales), ainsi que des mobilisations visant à interpeller les différents niveaux de l'administration.

À partir du cas des collectifs de sans papiers en France et de celui des organisations de quartier situées dans les banlieues de Buenos Aires, on montrera que ces cas sont paradigmatiques d'un mouvement politique « venu d'en bas » que l'on cherchera à saisir à partir de la notion de subjectivation politique développée dans l'œuvre de Jacques Rancière Les deux cas pris en compte dans cette recherche, autant

[2] Les techniques utilisées dans cette recherche ont été principalement constituées de séjours d'observation participante, et du recueil de récits de vie. Quand cela a été possible, les récits de vie ont été répétés, plusieurs années de suite, avec les mêmes personnes, de façon à les approfondir et à pouvoir observer leurs variations.

celui des mobilisations de sans-papiers que celui des organisations de quartier dans la banlieue de la capitale argentine**,** ont montré nombre de différences mais également certaines pistes de lectures communes au sujet, notamment, des stratégies de résistance face aux assignations identitaires et de perspectives sur la question de la citoyenneté. La perspective adoptée ici, celle d'une recherche en philosophie politique contemporaine attentive aux questions proposées par le travail empirique nous a conduit à élaborer, une reprise de présupposés que nous souhaiterions voir prendre la forme d'une enquête sur les horizons dévoilés par les occurrences politiques manifestées par des sujets dissensuels, désidentifiés, pris dans un rapport conflictuel aux États. Ceci devra nous permettre de proposer, à partir des travaux de terrain, une approche de la reformulation du politique en tant que processus d'émancipation sans fin orienté par l'égalité.

Ceci impliquera que l'on s'intéresse au concept ranciérien de "part des sans-part" et que l'on examine la façon dont les mouvements de quartier en Argentine ainsi que les collectifs de sans-papiers peuvent, ou non, présenter les conditions d'un sujet politique en construction. On élaborera une synthèse des résultats apportés par les enquêtes de terrain menées en Argentine et en France en ce qui concerne le rapport de ces mouvements sociaux au pouvoir. Pour ce faire, nous reprendrons tout d'abord les différents types de rapport à l'institution que mettent en jeu ces mouvements, et dont nous avons analysé les enjeux et les conséquences sous plusieurs aspects. Notre souci, dans cet article, sera celui de leur articulation, de la question des lignes pouvant être tracées entre un certain type de manifestation du dissensus dans l'espace public, et les sphères de gouvernementalité, ceci devant nous permettre d'échapper à la fois à la tentation du « tout est politique » et à une vision contemporaine de la politique des multitudes pensées sur un mode métapolitique, comme le nom de la puissance qui anime le tout. Il s'agira donc de déchiffrer un certain rapport au pouvoir construit par les mouvements tels que ceux que nous avons étudiés ici, qui nous invitera alors à réaffirmer l'intérêt de leur lecture à l'unisson, et à ouvrir encore un peu plus notre spectre d'analyse.

La question de l'égalité, appréhendée par la philosophie contemporaine française à partir du dernier quart du vingtième siècle, à travers une mise en perspective de la position de Jacques Rancière et de ses contemporains, qui sont parfois ses interlocuteurs, conduit à une reformulation de ces lignes de recherche à partir de la notion du commun. Cat article fait appel à Jacques Rancière et à ses contemporains, dans la mesure ou il considère qu'un corpus d'auteur contemporains se définit autour d'une certaine pensée de la politique démocratique contemporaine. Ce que l'on entend par « contemporain », particulièrement en philosophie politique. Se rapporte à une époque que Rancière caractérise comme celle « la fin des grands récits ». Or, ce corpus d'auteur, malgré les divergences que l'on peut y observer, a pour dénominateur commun la persistance de la perspective émancipatoire, malgré cette fin des grands récits. En d'autres termes, il s'agit de savoir comment penser l'émancipation en s'écartant de la feuille de route qu'avait constitué, jusqu'alors l'orthodoxie marxiste.

Il faudrait donc déterminer dans quelle mesure une pensée de la politique démocratique habitée par l'horizon de l'émancipation peut être pensée actuellement. Cette perspective est, postulons-nous, bordée par deux limites : tout d'abord, cette « fin des grands récits » dont parle Rancière. Ensuite, la tendance qui voudrait voir la politique partout, en tout temps, la « politique des multitudes ». Il s'agira plutôt, pour nous, de chercher, à travers différentes occurrences politiques dont nous avons analysé deux exemples dans cet article, quel est le commun qui relie ces expériences. Loin de se satisfaire ou de rechercher le caractère morcelé, fragmenté, épisodique, des occurrences politiques, il faut au contraire – c'est la proposition de Jacques Rancière, que nous reprenons à notre compte - trouver les moyens permettant de les réunir, c'est-à-dire, non d'effacer leur écart mais que leur mémoire, leur écho, puisse se prolonger jusqu'à atteindre l'occurrence suivante, ou que par des effets de déplacement, de résonance, les expériences d'un certain espace puissent déborder et éclairer d'autres lieux, d'autres temps.

Dans ce cadre, la notion de sans-part, que l'on doit à Jacques Rancière, nous a paru pouvoir former la base d'une analyse de la façon dont les mouvements analysés dans cette recherche s'articulent aux pouvoirs. Tout d'abord, parce que le sens donné par Rancière à cette notion recouvre les développements présentés au sujet des « mouvements de sans », avec une approche qui cherche résolument à échapper au misérabilisme autant qu'à la disqualification de ces mouvements par les arguments du clientélisme, de l'humanitarisme. Ensuite, parce que la signification politique des sans-part nous permettra d'aborder la liaison des deux mouvements étudiés dans dans une perspective démocratique commune.

Il s'agit avant tout de définir ce que ne veut pas dire « part des sans-part ». Rancière explicite ce point dans différents entretiens : tout d'abord, il détermine dans un entretien réalisé par Yves Sintomer, pour l'ouvrage *La xénophobie en banlieue, effets et expressions* que la part des sans-part « n'est pas la considération généreuse des exclus »[3]. Ceci nous renvoie alors directement aux développements de nos recherches consacrés aux sans-papiers. On a examiné, en effet, la façon dont les mouvements de sans-papiers ont opéré un saut qualitatif important lorsqu'ils ont fait évoluer les modes d'expositions et les niveaux de revendication présentés par leurs incursions dans l'espace public. Là où le registre de la grève de la faim, l'exposition des corps souffrants et des familles en détresse semblait ne pas laisser le mouvement se déprendre du registre humanitaire, les grèves des travailleurs sans-papiers, la dénonciation de l'usage du travail des sans-papiers, les travaux autour de la présence fonctionnelle des sans-papiers sur le territoire, entre autres motifs d'organisation, ont permis de faire apparaître une nouvelle figure liée cette fois au tort.

Dans un autre entretien, publié en espagnol dans la revue Archipiélago, Rancière précise que, si la part des sans-part « ne veut pas dire " la part des exclus " », la politique n'est pas non plus « l'irruption des exclus »[4]. Dans la suite de cet entretien, Rancière évoque la figure du « précaire », qui dans l'ouvrage de Hardt et

[3] Jacques Rancière, *Et tant pis…* op. cit, page 193.

[4] Jacques Rancière, ibid. Page 490.

ISSN 2346-9935 - Volumen 3 N° 4 - Mayo 2015 a Noviembre 2015 – pp 208-225

Negri, *Empire*, « occupe la place du prolétariat ». Rancière va par la suite nuancer cette position à partir de la redéfinition de la forme d'intégration/inclusion mise en œuvre par la part des sans-part. Cependant, avant d'aller plus avant dans la réflexion autour de cette intégration/inclusion, il faut relever ici l'insistance de Rancière sur ce que ne signifie pas la part des sans-part : « elle est celle d'un sujet politique, et un sujet politique ne peut jamais être identifié d'emblée à un groupe social »[5]. Il découle de cela qu'

> « Un sujet politique, ce n'est pas un groupe qui prend conscience de lui-même, se donne une voix, impose son poids dans la société. C'est un opérateur qui joint et disjoint les régions, les identités, les fonctions, les capacités existant dans la configuration de l'expérience donnée, c'est-à-dire dans le nœud entre les partages de l'ordre policier et ce qui s'y est déjà inscrit d'égalité, si fragiles et fugaces que soient ces inscriptions »[6].

Il faut donc faire un usage attentif de la notion de part des sans-part, ainsi que celle du tort qui lui est liée. Il est tentant, en effet, d'associer d'emblée les figures des exclus à celle des sans-part, et tout conflit à l'articulation d'un tort, ce qui a pu être le fait de la fascination pour les marges propres à certaines lectures hâtives des mouvements de sans.

Le même enthousiasme analytique qui voudrait voir dans les mouvements de sans-papiers des mobilisations contre l'État, des para-politiques résolument en-dehors de l'État, a voulu voir dans l'émergence des mouvements de quartiers en Argentine des enclaves d'autogestion. Cela s'est particulièrement vérifié, bien qu'il s'agisse de mouvements qui, s'ils se sont croisés un moment, ont cependant développé des contours bien différents, de même qu'ils ont connu des destins divergents, avec le cas des assemblées de quartier dans la ville de Buenos Aires, au plus fort de la crise

[55]Jacques Rancière, ibid, page 490

[6] Jacques Rancière, *La Mésentente*, op.cit. page 65

inaugurée en décembre 2001. Cela veut-il dire pour autant que toute perspective politique doive être niée à ces mouvements ? Pour nous, leur analyse en termes de mouvements capables de formuler des pistes pour un contre-pouvoir doit passer par plusieurs niveaux analytiques, qui reprendront ici les balises posées par Jacques Rancière pour qui, rappelons-le, si la notion de mouvement social doit être critiquée, c'est que

> « Si elle a le mérite de désigner un pouvoir d'intervention de ceux qui ne sont pas qualifiés à intervenir dans le champ de la science, de l'expertise, etc., elle a aussi le défaut de réintroduire le partage, en posant cette intervention comme extérieure au politique, et comme la vérité de ce dernier. Il faut dire au contraire : ce que l'on appelle mouvement social, c'est proprement de la politique, et il faut le penser comme directement politique »[7].

Ces développements de la pensée de Jacques Rancière semblent donc délimiter les deux lignes entre lesquelles la pensée de mouvements tels que ceux qui ont été convoqués dans cette recherche peut s'articuler en lien à l´émancipation. D'une part, il faut éviter de restreindre ces mouvements à leur manifestation dans l'espace social, mais prêter attention à leur dimension politique. Cependant, d'autre part, et alors que Rancière lui-même met en garde contre la tentation du « tout est politique », il faudra analyser la portée, les conditions d'apparition et de développement de ces mouvements, afin de bâtir une pensée de la politique émancipatoire reposant sur les expériences de mobilisation contemporaines sans pour autant les travestir. Ces lignes cependant sont parfois difficiles à discerner, peut-être même poreuses, puisque, devine le lecteur de Rancière, il s'agit d'une pensée en mouvement, qui adopte la mouvance de l'époque contemporaine. Cependant, cette distinction que nous avons évoquée au sujet de la notion de sans-part, à l'instar des exigences posées par la

[7] Jacques Rancière, *Et tant pis…,* op. cit. page 122

catégorie de sujet politique et de subjectivation politique que nous verrons plus loin n'entre pas, comme cela pourrait être perçu au premier abord, en contradiction avec la volonté de Rancière de considérer le caractère politique des mouvements sociaux. Il s'agit plutôt, croyons-nous, d'un double défi, cherchant à la fois à comprendre les manifestations du dissensus sur la scène contemporaine, et à articuler une théorie politique démocratique à même de lier les différents et multiples soubresauts de l'espace politique conflictuel. Il s'agit donc, pour une pensée des mouvements sociaux dissensuels inspirée de Jacques Rancière, d'allier la générosité de la prise en compte des manifestations de la politique à l'exigence de leur analyse critique.

Le cas des mouvements de sans-papiers est paradigmatique de cette tension qui habite la pensée politique de Jacques Rancière. Tout particulièrement en ce qui concerne l'immigration au sens large, et les mouvements de sans-papiers en particulier, la pensée de l'auteur semble ne pas parvenir à se fixer tout à fait. Peut-être pourrait-on ici avancer l'hypothèse que Rancière souhaiterait voir les mouvements de sans-papiers prendre la forme d'un sujet politique –encore faudra-t-il définir cette forme – mais que, malgré ses tentatives, ces mouvements restent toujours liés à une demande propre, aussi légitime soit-elle. Ainsi, pour Rancière, l'écueil sur lequel butent les mouvements de sans-papiers est leur incapacité à rendre compte, non seulement de leur propre mouvement, mais aussi – et surtout – de la structure de la société elle-même.

Cependant, lorsque Rancière estime que « dans le cas des sans-papiers, il ne s'agit que de mouvements qui vont rendre visible ce qu'ils font, mais ne peuvent rendre visible la structuration de la société elle-même [8]», il nous semble qu'autant les recherches menées en sciences sociales ces dernières années que les travaux de terrain mis en œuvre dans cette thèse permettent de considérer que cette limitation de la portée des mouvements de sans-papiers opérée par Rancière n'est pas effective. Cela a pu être le cas dans les premières années du mouvement, lorsque la grève de la faim était le principal mode d'action utilisé par les sans-papiers. Cependant, les évolutions

[8] Ibid, page 203.

du mouvement ont diversifié les fronts sur lesquels il fait porter sa lutte, et par conséquent ses modes d'intervention : de la question des enfants scolarisés et de leur famille à celle du travail, les sans-papiers ont pu mobiliser les acteurs de l'éducation nationale et les syndicats majoritaires français, comme on l'a vu avec la campagne menée par la CGT autour du travail des sans-papiers, que celui-ci s'effectuent dans les domaines de la construction, de la restauration ou des services à la personne. En outre, les travaux menés, par exemple, par Didier Fassin et Emmanuel Terray ont permis de dévoiler, à partir du support offert par les luttes de sans-papiers, le caractère structurel de l'emploi des sans-papiers, et la « mauvaise foi » qui caractérise le traitement de la question par l'Administration. L'un des enjeux d'une réflexion de cet ordre, consistera donc à analyser dans quelle mesure le mouvement des sans-papiers ne rend visible que lui-même, comme le suggère Rancière, ou au contraire, dévoile les lignes d'un partage inégal de la société.

Comment penser la construction d'un sujet politique incarné par les sans-papiers ? Ces mouvements ont été analysés, ces dernières années, dans la perspective d'une « citoyenneté transnationale ». Ce fût le cas, par exemple, d'Etienne Balibar, dans un texte empathique écrit en 1997, à l'occasion d'une manifestation de soutien aux sans-papiers qui, un an auparavant, avaient occupé l'église Saint-Bernard[9]. L'auteur y soulignait les apports des mouvements des sans-papiers : en autres considérations sur la redéfinition de la citoyenneté que nous partageons et que nous exposerons dans quelques lignes, il soulignait le fait qu' « ils ont contribué à donner à l'activité politique cette dimension transnationale dont nous avons tant besoin pour ouvrir des perspectives de transformation sociale et de civilité dans l'ère de la mondialisation ». D'autres analyses se sont organisées autour de la question de l'Europe, et du statut des étrangers intra et extra communautaires dans l'Union. Ces travaux insistent sur l'utilisation, par les organisations de migrants, des statuts européens pour se défendre et sur les espoirs que représente un tel espace pour

[9] Etienne Balibar, « Ce que nous devons aux sans-papiers », discours prononcé en mars 1997 au cours d'une manifestation organisée par la Société française des réalisateurs

accéder à la reconnaissance politique de la présence sur l'ensemble des territoires. Ceci valant non seulement pour les étrangers européens, mais, par extension, pour les immigrés extra communautaires[10].

Cette thèse s'est concentrée pour sa part sur le motif des mobilisations menées par les sans-papiers, les modes adoptés dans leur déroulement, et les effets de ces jeux de pouvoirs que nous avons analysés sur la notion de citoyenneté, dans la perspective d'une reformulation du politique. En ce sens, notre travail de terrain a permis d'interroger sous plusieurs aspects la question du rapport politique introduit par les mouvements de sans-papiers. Nous garderons ici à l'esprit l'exigence formulée par Jacques Rancière, d'une non-identification à soi du groupe mobilisé.

Les différentes occurrences des mouvements de sans-papiers nous ont tout d'abord interpellées dans leur multiplicité. Sans que l'on puisse parler de mouvement unifié, ni constitué, nous nous sommes attachés dans cette thèse à montrer la façon dont, depuis les premières mobilisations de sans-papiers dans les années soixante-dix, les modes d'apparitions des collectifs de sans-papiers se sont construits, complexifiés, densifiés. De l'apparition de corps souffrants interpellant le manque d'humanité de l'État, à la grève des travailleurs sans-papiers, il s'agit en effet d'un registre qui a évolué dans le sens d'une confrontation, d'un rapport de force faisant appel à des axes dont la puissance d'interpellation s'est fait toujours plus nette. Il s'agissait donc, dans la lignée de Jacques Rancière, de déterminer les termes et les enjeux de cette interpellation du pouvoir par les mouvements de sans-papiers.

Nous l'avons vu, la simple imposition du terme « sans-papiers » remplaçant ainsi celui de clandestin était en soi une prise de position, renforcée par la multiplication des registres. Si l'on revient à l'article de Balibar cité précédemment, « ce que nous devons aux sans-papiers serait une interpellation des frontières de la

[10] Sur cette question, voir par exemple : Christophe Bertossi, *Les frontières de la citoyenneté en Europe*, Paris, l'Harmattan, 2001 ; par contraste, sur le cas des sans-papiers aux Etats-Unis : Sébastien Chauvin, « En attendant les papiers, l'affiliation bridée des sans-papiers aux Etats-Unis », *Politix*, n°87, 2009 ; et sur le cas du Québec : Micheline Labelle et François Rocher, Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois, Montréal, PUQ, 2004.

démocratie. Les revendications qui se font entendre depuis l'extérieur de la communauté nationale définie dans les termes de la police, font entendre la voix du *démos*, et dévoile son absence de coïncidence avec lui-même. En ce sens, les mouvements de sans-papiers font en effet apparaître la part surnuméraire de la communauté citoyenne. Ces absents du compte qui manifestent pourtant l'effectivité de leur présence, renouvellent les contours de l'activité démocratique, dévoilent de la sorte que la citoyenneté n'est ni un statut, ni une institution mais une pratique, pouvant être prise en charge par « n'importe qui ».

Il s'agit, rappelons-le, d'un mouvement non unifié, se manifestant par soubresauts, à la faveur d'occurrences qui se produisent le plus souvent lorsque l'ordre policier se resserre à leur désavantage. La période prise en compte par nos travaux de terrain a permis d'enquêter sur deux d'entre elles : la mobilisation du 9ème collectif de sans-papiers, d'abord autour de la réforme du Ceseda, puis dans le cadre général de la présidence de Nicolas Sarkozy, et l'épisode, bref et intense, des exilés tunisiens après la crise tunisienne. Ces deux occurrences ont permis de vérifier les hypothèses avancées par Balibar : ces sujets concrets, ayant certes leurs contextes, leurs histoires et leurs besoins propres, font apparaître dans leur mobilisation au cœur de l'espace public une question, qui se « transmet, insiste au cœur de la Cité ». Quelle est la validité des frontières ? Peut-il exister deux ordres de circulation, l'un, relâché, distendu et poreux, s'appliquant aux marchandises et aux citoyens autorisés, et l'autre, maillé, hérissé de contrôles, s'opposant aux mouvements des populations indésirables ? Jusqu'à quel point cet ordre peut-il maintenir en lui-même l'invisibilisation des populations maintenues en marges de sociétés qui font cependant appel à leur force de travail sans être ébranlé à son tour par l'obsédante question de l'égalité ?

Il est enfin apparu, autant dans l'observation de ces mobilisations que dans les entretiens biographiques, que la puissance d'interpellation du pouvoir par les mouvements de sans papiers vient du lieu même de son énonciation, et du basculement qui se produit alors. Une manifestation de sans-papiers dans les rues des villes revêt, pour le pouvoir, les atours d'un scandale. L'exposition de la clandestinité

ayant le pouvoir performatif de la réduire à néant, les sans-papiers mobilisés rappellent alors que le roi est nu. S'ils ne sont pas parvenus, depuis plusieurs années, à obtenir de nouvelles régularisations massives, ni à arrêter le cours des expulsions quotidiennes, leur force de mobilisation collective s'exprime dans le fait que ni les manifestations, ni les occupations de bâtiments publics réalisées par des sans-papiers ne donnent lieu à leur arrestation. En outre, les membres du 9ème collectif témoignent du fait que, lorsque des membres sont arrêtés individuellement, la mention de leur appartenance au collectif et la pression exercée par celui-ci permettent d'obtenir leur libération. Il semblerait donc bien qu'à son corps défendant, lorsqu'il les laisse se manifester, le pouvoir doive accepter l'expression du dissensus qu'introduisent les mouvements de sans-papiers dans l'espace politique, forcé ainsi de laisser se jouer une scène de pouvoir démocratique qui vient, croyons-nous, ébranler l'ensemble des restrictions et des différenciations par lesquelles l'ordre policier tente d'étouffer la poussée du politique. Cela constitue, pour nous, l'un des principaux effets sur le pouvoir des mouvements de sans-papiers. Ces manifestations à priori improbables de l'excédent des espaces démocratiques les forcent à entendre, à défaut de les avoir écoutées, leur part d'inaudible, celle par laquelle, d'une part, le partage des rôles et des espaces se maintenait, et voit alors vaciller l'équilibre de la division entre citoyens et clandestins, et celle d'autre part, qui fondait l'ordre même de cet espace, l'État démocratique, dont l'on découvre soudain, à la faveur d'une grève de sans-papiers, qu'il s'appuie sur ses non-dits pour maintenir son efficacité productive.

Pour sa part, l'articulation avec le pouvoir des organisations territoriales de quartiers argentins a été l'objet de nombreuses recherches au cours des dernières années. Elle a été analysée en profondeur dans un ouvrage collectif, *La Huella piquetera*, dirigé par Sebastian Pereyra, German Perez et Federico Schuster[11]. Dans cet ouvrage, les auteurs constatent que les études portant sur la conflictualité sociale en Argentine se sont, pour la plupart, concentrés autour de deux formes principales.

[11] Sebastián Pereyara, Germán Pérez y Federico Schuster. *La huella piquetera*. La Plata, Al Margen, 2008.

D'une part, des études de cas, menant à bien de minutieuses analyses de terrain, attentives aux transformations de la citoyenneté et aux nouvelles formes de socialisation politique reposant sur un ancrage territorial ; d'autre part, des études consacrées aux transformations du péronisme, orientées vers l'analyse des institutions, les évolutions des demandes adressées au système politique, aux partis et aux syndicats. Dans ce contexte, *La Huella* se donne alors pour objectif de rechercher dans quelle mesure, dans le contexte de crise auquel elles sont confrontées et dont elles sont les protagonistes,

> « les organisations piqueteras parviennent former de nouveaux sujets politiques, capables de redéfinir des aspects centraux de l'ordre politique, tels que les modes de représentation, les processus de légitimation, et la fonction de l'État en tant qu'agent d'intégration sociale. Mais encore, si l'on considère le développement des organisations de chômeurs en tant qu'acteurs socio-politiques fondamentaux quant au processus de mobilisation, comment peut-on redéfinir les relations entre participation politique élargie, délibération assembléiste, représentation politique et processus de prise de décision face à l'effondrement du système politique traditionnel dont la crise de 2001 a été la manifestation la plus profonde ? »[12].

Après l'analyse du mouvement piquetero et de ses évolutions à partir du cas d'une organisation de quartier, tout en cherchant à découvrir, à partir d'enquête de terrain, les impacts de la mobilisation sur la production d'identités dissidentes permettant de répondre aux assignations identitaires, puis les effets sur la citoyenneté de la mobilisation des quartiers précaires argentins, nous avons cherché à discerner la forme démocratique conflictuelle qui se devine avec ces mouvements. Encore une fois, il ne s'est pas agi pour nous d'opérer une opposition entre l'État, d'une part, et

[12] Ibid, page 18. Traduction par nos soins

« les marges » de l'autre, sur un modèle qui voudrait voir la classe « élue » entrer dans un rapport de force pour le faire basculer. Cependant, il faut souligner que c'est bien cette logique marxiste qui sous-tend les orientations du mouvement étudié dans cette thèse.

Cette perspective de l'État contre les marges, que dès les premiers temps de cette thèse nous avions écartée pour lui préférer une analyse en termes de « part des sans-part », aurait par ailleurs été difficilement soutenable dans le temps. En effet, si les organisations territoriales, et principalement les Mouvements de Travailleurs Sans-emploi ont pu, dans les premiers temps, être inspirés par des figures telles que les mouvements zapatistes mexicains, ou la théorie de la non prise du pouvoir propre à John Holloway, tout en continuant, comme c'est le cas du FOL, à soutenir une doctrine marxiste, l'évolution des relations des organisations de quartier au pouvoir, de 2000 à nos jours, est marquée par plusieurs changements. Alors que s'achève cette recherche, on constate une tendance des organisations à se regrouper de façon de plus en plus massive, afin de constituer des organisations multisectorielles, et, en outre, les derniers mois de 2013 ont été marqués par la scission de l'une des principales organisations territoriales, le Front Populaire Dario Santillán. Le FPDS a constitué, en parallèle à ses activités dans les quartiers, une organisation destinée à déplacer la querelle sur le terrain électoral. C'est également, en 2014, la trajectoire suivie par le FOL.

Ainsi, ce n'est pas dans ces termes que nous avons souhaité orienter notre recherche, ces questions devant en effet faire l'objet d'une étude particulière. Nous nous sommes confrontés à la question de déterminer comment ces mobilisations, par leurs formes, par les lieux depuis lesquels elles s'énoncent, peuvent modifier l'espace politique dans son ensemble, tout en cherchant à ne pas figer l'ensemble des acteurs dans un rapport de confrontation, ni à isoler les mouvements de quartier dans leur marginalité. En outre, ceci aurait eu pour conséquence d'introduire une méprise quant à la notion de sans-part telle que la définit Jacques Rancière. Pour l'auteur, il n'y pas de sujet qui, d'emblée, par avance, incarne les sans-part, puisque « les parties ne

préexistent pas au conflit qu'elles nomment et dans lequel elles se font compter »[13]. Ainsi, si « prolétaire » a longtemps été le nom sous lequel se jouait le conflit politique, ce n'est pas le seul à pouvoir manifester le tort. En outre, cette spécification de la part des sans-part opérée par Jacques Rancière a des conséquences importantes quant au type de rapport politique construit sur cette base : dans la mesure où les parties ne préexistent pas à l'articulation du tort, celui-ci, une fois exposé, ne saurait être résolu par un accord entre les parties. Rancière explique ce point par le fait que le tort n'arrive pas par accident à telle ou telle entité, mais que l'existence des sujets repose sur la manifestation de ce tort. Pour Rancière, ce tort infini, ne peut être réglé, puisqu'il est le mode selon lequel s'exprime le passage de la lutte pour l'affirmation de l'égalité – ou plutôt, de la lutte que révèle l'affirmation de l'égalité. Il peut, cependant, être traité, et le traitement du tort est alors la modification de l'ordre su sensible afin de reconfigurer les modes du *faire*, du *dire*, de l'*être*.

Afin de construire la scène sur laquelle va se jouer le conflit, il s'agit donc plutôt, dans cette perspective, de s'intéresser aux déplacements de la question politique mis en jeu par ces mobilisations. La rupture introduite par la manifestation de la part des sans-part, qui croyons-nous, se produit dans les mobilisations territoriales en Argentine, conduit à reconfigurer l'espace politique. Rancière le définit ainsi :

> « L'activité politique est celle qui déplace un corps du lieu qui lui était assigné ou change la destination d'un lieu : elle fait voir ce qui n'avait pas lieu d'être vu, fait entendre un discours là où seul le bruit avait son lieu, fait entendre comme discours ce qui n'était entendu que comme bruit »[14].

[13] Jacques Rancière, *La Mésentente*, op.cit, page 49.

[14] Ibid., page 53

ISSN 2346-9935 - Volumen 3 N° 4 - Mayo 2015 a Noviembre 2015 – pp 208-225

Au delà des questions convoquées par les différentes articulations des organisations territoriales et du pouvoir argentin, on voit donc que l'un des apports fondamentaux de celles-ci à la pensée des espaces politiques conflictuels est cette introduction de discours venus de zones de la société argentine qui n'avaient pas été entendu comme tels jusqu'alors. L'un des principaux axes de la négation de cette politicité des organisations territoriales, le clientélisme, était en effet presque parvenu à dissimuler l'activité intense des quartiers populaires derrière le masque du gros animal nourri de plans et d'aides sociales. Cette prise de parole des habitants des quartiers précaires de la banlieue de Buenos Aires ne doit cependant pas être comprise comme une prise de parole depuis ces quartiers, pour ces quartiers, comme le laisse entendre une certaine pensée de la marge, d'une part, et un large spectre de politiques clientélistes élaborées sur cette base, de l'autre. Il ne s'agit pas, nous rappelle Rancière, de donner une voix à un *ethos* collectif. Il s'agit plutôt de faire apparaître la multiplicité des fractures introduites par le litige au cœur d'expériences singulières dans lesquels, soudain, les identités ne recouvrent plus les appartenances. Les ouvriers débattent, organisent des coopératives qu'ils entendent gérer eux-mêmes. Des femmes boliviennes considèrent qu'elles sont plus aptes que des fonctionnaires à identifier les problèmes de leur quartier. A travers ces expériences se produit le détournement des destins que Jacques Rancière nomme subjectivation politique.

ISSN 2346-9935 - Volumen 3 N° 4 - Mayo 2015 a Noviembre 2015 – pp 208-225

Bibliographie:

Abensour Miguel, *La démocratie contre l'État, Marx et le moment maquiavélien*, Paris, Éditions du Félin, 2004.

Balibar Etienne, *La proposition de l'égaliberté*, Paris, PUF, 2010

Balibar, Etienne, *Les frontières de la démocratie*, Paris, La Découverte, 1992, p.4

Bertossi Christophe : Les *frontières de la citoyenneté en Europe*, Paris, l'Harmattan, 2001

Chauvin Sébastien, « En attendant les papiers, l'affiliation bridée des sans-papiers aux Etats-Unis », *Politix*, n°87, 2009

Pereyra Sebastián, Pérez Germán y Schuster Federico. *La huella piquetera*. La Plata, Al Margen, 2008.

Honneth Axel : *La lutte pour la reconnaissance*, Paris, Cerf, 2000

Labelle Micheline, Rocher François, *Contestation transnationale, diversité et citoyenneté dans l'espace québécois*, Montréal, PUQ, 2004

Lazerri Christian, « Pourquoi se révolte-t-on: identité, intérêt, action ». *Revue du Mauss*, 2009/2 n.34, p. 165-188.

Lazerri, Christian, « Reification et reconnaissance, une discussion avec Axel Honneth » *Revue du Mauss*, 2011/2, (n.38) p259-285.

Negri Toni, Hardt Michel : *Empire*, Paris, Exils, 2000

Nordmann Charlotte, Boudieu/Rancière, la politique entre sociologie et philosophie, Paris, Amsterdam, 2006

Quirós Julieta, *El porqué de los que van*, Buenos Aires, Antropofagia, 2011.

Quirós, Julieta, "Movimientos piqueteros, formas de trabajo y circulación del valor en el sur del Gran Buenos Aires", *Anuario de Estudios en Antropología social*, 2006, 151-160

Quirós, Julieta, "Piqueteros y peronistas en la lucha del Gran Buenos Aires. Por una visión no instrumental de la política popular", *Cuadernos de Antropología Social* n.28, 2008, p.113-131.

Sintomer, Yves (dir.) *La xénophobie en banlieue, effets et expressions*. Paris, L'Harmattan, 2000.

Rancière, Jacques, *Et tant pis pour les gens fatigués*, Paris, Amsterdam, 2009

Rancière, Jacques, *Aux bords du politique* (première édition), Paris, folio, 2003

Rancière, Jacques, *La Mésentente. Politique et philosophie*, Paris, Galilée, coll. « La philosophie en effet », 1995

Svampa, Maristella, *La sociedad excluyente, la Argentina bajo el signo del neoliberalismo*, Buenos Aures, Taurus, 2005

Svampa, Maristella, *Cambio de época*, Buenos Aires, Clacso, 2008

Pereyra, Sebastián et Svampa Maristella, *Entre la ruta y el barrio*, Buenos Aires, Biblos, 2003.

Vommaro Gabriel, "Diez años de *¿Favores por votos?* El clientelismo como concepto y como etiqueta moral". In Eduardo Rinesi, Gabriel Vommaro y Matías Muraca (comp.) *Si este no es el pueblo*, Buenos Aires, Universidad Nacional de General Sarmiento, 2008. P. 141-151.

Vommaro Gabriel:, "El trabajo territorial y comunitario en las organizaciones de trabajadores desocupados: el caso del MTD de Solano". In Sebastián Pereyra, Germán Pérez y Federico Schuster (comp.) *La huella piquetera*, La Plata, Ediciones Al margen, 2008.